

Arrêt

n° 325 827 du 25 avril 2025
dans l'affaire X / I

En cause : X

Ayant élu domicile : au cabinet de Maître F. LONDA SENGI
Rue Joseph Stevens 7
1000 BRUXELLES

contre:

l'Etat belge, représenté par la Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration et désormais par la
Ministre de l'Asile et de la Migration

LA PRÉSIDENTE F.F. DE LA 1ère CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 29 août 2023, par X, qui déclare être de nationalité tunisienne, tendant à la suspension et l'annulation de la décision d'irrecevabilité d'une demande d'autorisation de séjour, prise le 10 juillet 2023.

Vu le titre 1er bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après dénommée la « loi du 15 décembre 1980 »).

Vu l'ordonnance portant détermination du droit de rôle du 5 septembre 2023 avec la référence X

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 13 mars 2025 convoquant les parties à l'audience du 16 avril 2025.

Entendu, en son rapport, M. BUISSERET, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me M. KIWAKANA *loco* Me F. LONDA SENGI, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me Z. AKÇA *loco* Me S. MATRAY, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause.

1.1. La partie requérante est arrivée en Belgique le 1er février 2018.

1.2. Le 7 janvier 2020, elle introduit une première demande de protection internationale. Le 29 septembre 2020, le CGRA prend une décision de refus de statut de réfugié et de protection subsidiaire. Le 17 juin 2021, le Conseil rejette le recours le 21 juin 2021 par un arrêt n°256 740. Le 13 juillet 2021, elle se voit notifier d'un ordre de quitter le territoire.

1.3. Le 14 juillet 2021, la partie requérante introduit une deuxième demande de protection internationale. Le 5 octobre 2021, le CGRA rend une décision d'irrecevabilité. Le 25 avril 2022, le Conseil rejette le recours introduit à l'encontre de cette décision par un arrêt n°271 720 du 25 avril 2022.

1.4. Le 11 janvier 2022, elle introduit une demande d'autorisation de séjour sur base de l'article 9 bis de la loi du 15 décembre 1980.

1.5. Le 2 janvier 2023, elle introduit une troisième demande de protection internationale. Le 15 février 2023, une renonciation implicite à cette demande est actée.

1.6. Le 10 juillet 2023, la partie défenderesse prend une décision d'irrecevabilité quant à la demande visée au point 1.4. Il s'agit de l'acte attaqué qui est motivé comme suit :

« MOTIFS : Les éléments invoqués ne constituent pas une circonstance exceptionnelle.

Dans le cadre de sa demande d'autorisation de séjour de plus de trois mois, l'intéressé invoque le fait que sa demande de protection internationale, introduite en date du 14.07.2021 est en cours de traitement. Tout d'abord, il convient de rappeler que la question de l'existence de circonstances exceptionnelles s'apprécie à la lumière des éléments dont nous avons connaissance au moment où nous statuons sur la demande d'autorisation de séjour et non au moment de l'introduction de la demande (C.E., 23 juil.2004, n° 134.137 ; du 22 sept.2004, n° 135.258 ; 20 sept.2004, n°135.086). Et, il ressort de l'examen du dossier administratif de l'intéressé que sa procédure d'asile est définitivement clôturée depuis le 26.04.2022, date de l'arrêt (n° 271 720) rendu par le Conseil du Contentieux des Etrangers confirmant la décision d'irrecevabilité prise par le Commissariat Général aux Réfugiés et aux Apatrides le 06.10.2021. Aussi, l'intéressé n'étant plus en procédure d'asile, cet élément ne saurait constituer une circonstance exceptionnelle empêchant ou rendant difficile tout retour au pays d'origine ou de résidence à l'étranger pour y lever les autorisations requises.

A l'appui de sa demande, l'intéressé invoque, au titre de circonstances exceptionnelles, son intégration et son ancrage local. Etant présent depuis plus de trois ans sur le sol belge, il a pu s'intégrer au mieux à la société belge. Il fait tout pour se former, travailler, se faire des connaissances, etc. Il parle le français. Il dépose divers témoignages de soutien démontrant son intégration.

Les arguments invoqués ne sont pas assimilables à une circonstance exceptionnelle susceptible d'entraver ou de rendre difficile un retour temporaire vers le pays d'origine.

Rappelons que les circonstances exceptionnelles visées par l'article 9bis la loi du 15 décembre 1980 sont destinées non à fournir les raisons d'accorder l'autorisation de séjourner plus de trois mois dans le Royaume, mais bien à justifier celles pour lesquelles la demande est formulée en Belgique et non à l'étranger, sans quoi on ne s'expliquerait pas pourquoi elles ne devraient pas être invoquées lorsque la demande est faite auprès des autorités diplomatiques compétentes pour le lieu de résidence ou de séjour à l'étranger. Il en résulte que son intégration ne constitue pas une circonstance exceptionnelle (Conseil d'Etat - Arrêt n° 100.223 du 24/10/2001).

L'intéressé doit démontrer à tout le moins qu'il lui est particulièrement difficile de retourner demander l'autorisation de séjour dans son pays d'origine ou de résidence à l'étranger (Conseil d'Etat - Arrêt n° 112.863 du 26/11/2002).

De plus, l'intégration n'empêche pas la réalisation d'un ou plusieurs départs temporaires à l'étranger pour obtenir l'autorisation de séjour. En effet, le Conseil du Contentieux des Etrangers considère que « quant à l'intégration du requérant dans le Royaume, (...) il s'agit d'un élément tendant à prouver tout au plus la volonté de la partie requérante de séjourner sur le territoire belge, mais non une impossibilité ou une difficulté quelconque de rentrer dans son pays d'origine afin d'y accomplir les formalités requises en vue de l'obtention d'une autorisation de séjour » (CCE Arrêt 161213 du 02/02/2016, CCE arrêt n°159783 du 13/01/2016, CCE arrêt 158892 du 15/12/2015).

Notons encore que l'intéressé ne peut invoquer un quelconque bénéfice d'une situation qui s'est constituée de façon irrégulière (voir notamment en ce sens : CCE, arrêts n°12.169 du 30 mai 2008, n°19681 du 28 novembre 2008 et n°21130 du 30 décembre 2008, arrêt 156718 du 19/11/2015).

Dans sa demande, le requérant s'est contenté d'invoquer les attaches dont il se prévaut sans cependant préciser concrètement et de manière circonstanciée en quoi ces relations l'empêcheraient ou rendraient particulièrement difficile son retour temporaire au pays d'origine en vue d'y lever les autorisations requises (CCE, Arrêt n° 229 968 du 9 décembre 2019, CCE, Arrêt n° 225 677 du 3 septembre 2019).

Ainsi, l'exigence imposée par l'article 9bis de la Loi d'introduire en principe la demande d'autorisation de séjour auprès du poste diplomatique ou consulaire belge dans le pays de résidence ou dans le pays où l'étranger est autorisé au séjour, n'impose au requérant qu'une formalité nécessitant une séparation temporaire de son milieu belge tout en réservant la décision sur le fondement même de la demande d'être autorisé au séjour de plus de trois mois (CCE, Arrêt n°198 546 du 25 janvier 2018).

De plus, rien n'empêche l'intéressé d'effectuer des aller-retour entre le pays d'origine et la Belgique, durant l'examen de sa demande de visa de plus trois mois depuis le pays d'origine, s'il souhaite revoir ses attaches qui le soutiennent.

L'intéressé invoque également, au titre de circonstances exceptionnelles, l'article 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (CEDH) concernant le respect de son droit à la vie privée et familiale. Il invoque l'ingérence de l'Etat dans l'exercice de ce droit. Il invoque la règle d'administration prudente et les obligations positives de l'Etat dans l'appréciation de la proportionnalité entre les intérêts en présence. L'obliger à retourner dans son pays pour y lever l'autorisation de séjour serait disproportionné au vu de son intégration, de sa vie privée et familiale et de son travail.

En ce qui concerne la vie privée alléguée, le requérant se borne à invoquer son intégration et à faire valoir ses liens sociaux en Belgique mais s'abstient d'expliquer concrètement et précisément dans sa requête en quoi ces éléments démontreraient l'existence de relations privées susceptibles de justifier la protection de l'article 8 de la CEDH. En tout état de cause, à supposer que la vie privée soit établie, on se trouve dans une hypothèse où, selon la Cour EDH, il n'y a pas d'ingérence dans la vie privée et où il convient uniquement d'examiner si l'Etat a une obligation positive d'assurer le droit à la vie privée en Belgique. Afin de déterminer l'étendue des obligations qui découlent, pour l'Etat, de l'article 8, § 1er, de la CEDH, il convient de vérifier tout d'abord si des obstacles au développement ou à la poursuite d'une vie privée normale et effective, ailleurs que sur son territoire, sont invoqués. Si de tels obstacles à mener une vie privée ailleurs qu'en Belgique ne peuvent être constatés, il n'y aura pas défaut de respect de la vie privée au sens de l'article 8 de la CEDH. (C.C.E., Arrêt n°284 207 du 31.01.2023).

Or, en l'occurrence, le requérant n'allègue ni ne démontre que sa vie privée devrait impérativement et exclusivement se poursuivre en Belgique et ne démontre donc nullement qu'il y aurait une quelconque obligation positive dans le chef de l'Etat belge de permettre le maintien d'une vie privée sur le territoire belge. Rappelons que la charge de la preuve lui incombe. Partant, la violation alléguée de l'article 8 de la CEDH n'est nullement démontrée en l'espèce.

Le Conseil du Contentieux des Etrangers rappelle que : « Ces jurisprudences sont totalement applicables dans le cas d'espèce, dès lors que l'exigence imposée par l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 d'introduire en principe la demande d'autorisation de séjour auprès du poste diplomatique ou consulaire belge dans le pays de résidence ou dans le pays où l'étranger est autorisé au séjour, n'impose au requérant qu'une formalité nécessitant une séparation temporaire de son milieu belge tout en réservant la décision sur le fondement même de la demande d'être autorisé au séjour de plus de trois mois » (C.C.E. Arrêt n°280 682 du 24.11.2022).

Le Conseil du Contentieux des Etrangers rappelle également que le Conseil d'Etat et lui-même ont déjà jugé que « en ce qui concerne la proportionnalité, si rigoureuses que puissent paraître les conséquences d'une séparation prématurée pour celui qui aspire à un séjour, elles ne sauraient être jugées disproportionnées au but poursuivi par le législateur lorsque la personne intéressée a tissé ses relations en situation irrégulière, de telle sorte qu'elle ne pouvait ignorer la précarité qui en découlait » (C.E., Arrêt 161 567 du 31.07.2006 ; en ce sens : C.C.E., Arrêt n°12 168 du 30.05.2008 et C.C.E., Arrêt n°280 682 du 24.11.2022).

Le simple fait d'inviter l'intéressé à procéder par la voie administrative normale n'est en rien une atteinte à la règle d'administration prudente. Il importe de rappeler que la loi du 15 décembre 1980 est une loi de police qui fixe les conditions pour l'entrée et le séjour des étrangers sur leur territoire. Dès lors en imposant aux étrangers, dont le séjour est devenu illégal de leur propre fait, de retourner dans leur pays d'origine ou de résidence pour y demander, auprès du poste diplomatique compétent, l'autorisation requise pour être admis sur le territoire belge, il ne leur est demandé que de se soumettre à la Loi. En vertu de quoi, le fait de lui demander de se conformer à la légalisation en la matière en levant les autorisations de séjour depuis son pays d'origine, comme tout un chacun, n'est en rien une violation à la règle d'administration prudente.

Notons encore que la Convention Européenne des Droits de l'Homme ne garantit, comme tel, aucun droit pour un étranger d'entrer ou de résider sur le territoire d'un Etat dont il n'est pas ressortissant (Cour EDH 15 juillet 2003, Mokrani/France, § 23 ; Cour EDH 26 mars 1992, Beldjoudi/France, § 74 ; Cour EDH 18 février 1991, Moustaqim/Belgique, § 43). L'article 8 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme ne peut davantage s'interpréter comme comportant, pour un Etat, l'obligation générale de respecter le choix, par des étrangers, de leur pays de résidence commune (Cour EDH 31 janvier 2006, Rodrigues Da Silva et Hoogkamer/Pays-Bas, § 39) (CCE Arrêt 181256 du 26 janvier 2017).

Notons que l'intéressé peut utiliser les moyens de communication actuels afin de garder un contact plus étroit avec ses attaches en Belgique. Aucune circonstance exceptionnelle n'est donc établie.

L'intéressé invoque son intégration professionnelle. Il a commencé à se former et travailler depuis plus d'un an. Il a commencé à suivre une formation dans la société BAUDECOR SCRL en tuyauterie, chauffage et sanitaire qui lui permet de travailler dans un métier en pénurie. L'entreprise étant contente de ses services a décidé de conclure un contrat de travail ouvrier avec lui le 17.05.2021. En cas de départ, il perdrait le fruit de tout son travail depuis qu'il est en Belgique. Il dépose son contrat de formation-insertion, fiches de paie, liste des métiers en pénurie, etc.

Toutefois, cet élément ne constitue pas une circonstance exceptionnelle au sens de l'article 9bis car on ne voit pas en quoi il empêcherait la réalisation d'un ou plusieurs déplacements temporaires à l'étranger en vue d'y lever l'autorisation requise.

Précisons également que l'intéressé ne dispose plus à l'heure actuelle d'un droit pour exercer une activité professionnelle en Belgique sous le couvert d'une autorisation ad hoc (carte professionnelle ou autorisation de travail à durée illimitée). Rappelons que l'intéressé a été autorisé à exercer une activité professionnelle

uniquement dans le cadre de sa demande de protection internationale. Or, celle-ci est clôturée depuis le 26.04.2022, date de la décision négative du Conseil du Contentieux des Etrangers. Rappelons enfin que le Conseil du Contentieux des Etrangers a jugé que, « non seulement l'existence de relations professionnelles dans le chef d'un demandeur ne constitue pas en soi une circonstance exceptionnelle (dans le même sens : C.E., arrêt n°157.962 du 26 avril 2006) mais encore même l'exercice d'un travail saisonnier (dans le même sens : CE, arrêt n°110.548 du 23 septembre 2002), d'un travail sous contrat à durée déterminée (dans le même sens : C.E., arrêt n°88.152 du 21 juin 2000), d'un travail bénévole (dans le même sens : C.E., arrêt n°114.155 du 27 décembre 2002) ou d'un quelconque travail, sans posséder les autorisations requises à cet effet (dans le même sens : C.E., arrêt n°22.864 du 15 septembre 2003) ne doit pas être analysé per se comme une circonstance exceptionnelle empêchant ou rendant particulièrement difficile un retour dans le pays d'origine ». (C.C.E. arrêt n° 234 269 du 20.03.2020). Aucune circonstance exceptionnelle n'est dès lors établie.

En parallèle, l'intéressé déclare que sa formation lui permet de travailler dans un métier en pénurie (relatif à la tuyauterie, chauffage et sanitaire). S'il est vrai que l'article 8 de l'Arrêté royal du 9 juin 1999 portant exécution de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers stipule : « L'autorisation d'occupation n'est accordée que s'il n'est pas possible de trouver parmi les travailleurs appartenant au marché de l'emploi un travailleur apte à occuper de façon satisfaisante et dans un délai raisonnable, même au moyen d'une formation professionnelle adéquate, l'emploi envisagé », il importe cependant de mettre en balance cet élément. En effet l'article 4 paragraphe 1 de la Loi relative à l'occupation des travailleurs étrangers du 30 avril 1999 prévoit : « L'employeur qui souhaite occuper un travailleur étranger doit, au préalable, obtenir l'autorisation d'occupation de l'autorité compétente. L'employeur ne peut utiliser les services de ce travailleur que dans les limites fixées par cette autorisation ». Le paragraphe 2 du même article précise « L'autorisation d'occupation n'est pas accordée lorsque le ressortissant étranger a pénétré en Belgique en vue d'y être occupé avant que l'employeur ait obtenu l'autorisation d'occupation ». En outre, pour fournir des prestations de travail, le travailleur étranger doit préalablement avoir obtenu un permis de travail de l'autorité compétente (Art.5 de la loi du 30 avril 1999). Dès lors, le fait de travailler dans un métier en pénurie ne dispense en rien l'intéressé de se soumettre à la législation en vigueur concernant l'accès au territoire. Ce motif ne peut donc être retenu au bénéfice de l'intéressé.

L'intéressé déclare qu'il ne dépend pas du système social puisqu'il touche un salaire lui permettant de vivre de manière indépendante. C'est tout à son honneur mais on ne voit pas en quoi cela constituerait une circonstance exceptionnelle rendant difficile ou impossible l'introduction de sa demande dans son pays d'origine auprès de notre représentation diplomatique.

In fine, au titre de circonstance exceptionnelle, l'intéressé déclare que sa situation doit être considérée comme une situation humanitaire urgente dès lors qu'il s'agit d'une situation tellement inextricable qu'il ne peut être éloigné sans que cela n'entraîne une violation de l'un de ses droits fondamentaux reconnus par la Belgique et que seul le séjour en Belgique pourrait y mettre un terme.

Cependant, l'intéressé ne prouve pas que ses droits fondamentaux seraient violés en cas de retour au pays d'origine ni que seule une régularisation sur place pourrait éviter une telle violation. Rappelons que c'est au requérant d'informer l'autorité d'une situation susceptible d'avoir une influence sur sa situation. En effet, la jurisprudence constante du Conseil d'Etat, à laquelle le Conseil du Contentieux des Etrangers se rallie, considère que le principe de collaboration procédurale ne permet, en toute hypothèse, pas de renverser la règle suivant laquelle c'est au demandeur qui se prévaut d'une situation susceptible d'exercer une influence sur sa demande qu'il incombe d'en informer l'autorité compétente dont les obligations doivent, pour leur part, s'entendre de manière raisonnable « [...] sous peine de placer l'administration dans l'impossibilité de donner suite dans un délai admissible aux nombreuses demandes dont elle est saisie [...] » (ainsi : C.E., arrêt n°109.684 du 07.08.2002, C.C.E., Arrêt n°248 412 du 28.01.2021). De plus, l'Office des Etrangers ne peut être tenu pour responsable de la situation dans laquelle le requérant déclare se trouver. Il lui revenait de se conformer à la législation en vigueur en matière d'accès, de séjour et d'établissement sur le territoire belge. En conséquence, cet élément ne constitue pas une circonstance exceptionnelle.

En conclusion, l'intéressé ne nous avance aucun argument probant justifiant la difficulté ou l'impossibilité d'introduire sa demande dans son pays d'origine auprès de notre représentation diplomatique. Sa demande est donc irrecevable.»

2. Exposé du moyen d'annulation.

2.1. La partie requérante prend un moyen unique « de l'excès de pouvoir, de l'erreur manifeste d'appréciation, et de la violation, notamment :

- des articles 3 et 8 de la Convention Européenne de Sauvegarde des Droits de l'Homme,
- des articles 1er à 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs,
- de l'article 62 de la loi du 15 décembre 1980 sur les Etrangers,

- du principe général de bonne administration, selon lequel l'administration doit s'informer avec soin avant de prendre ses décisions et motiver adéquatement celles-ci,
- du droit d'être entendu,
- du principe audi alteram partem,
- et du principe de proportionnalité. »

Elle soutient qu'« il ressort de l'examen du dossier administratif de l'intéressé que sa procédure d'asile est définitivement clôturée depuis le 26 avril 2022, date de l'arrêt rendu par le Conseil du Contentieux des Étrangers confirmant la décision d'irrecevabilité prise par le Commissariat Général Aux Réfugiés et Aux Apatrides le 06 octobre 2021. Que, selon le Commissariat Général Aux Réfugiés et Aux Apatrides, l'intéressé n'étant plus en procédure d'asile, cet élément ne saurait constituer une circonstance exceptionnelle empêchant, ou rendant difficile ou particulièrement difficile, tout retour au pays d'origine ou de résidence à l'étranger pour y lever les autorisations requises. Que le Conseil a fait observer que le champ d'application de l'article 9 bis de la loi du 15 décembre 1980 sur les Étrangers est effectivement différent de celui des dispositions de la Convention internationale relative au statut des réfugiés, signée à Genève le 28 juillet 1951. Il s'en déduit qu'une circonstance invoquée à l'appui d'une demande de reconnaissance de la qualité de réfugié et rejetée comme telle peut éventuellement justifier l'introduction en Belgique d'une demande d'autorisation de séjour de plus de trois mois (C.C.E., 26 avril 2010, n°42.303 ; C.C.E., 12 février 2013, n°96.846) Qu'au vu des informations développées par le Requérant dans sa demande d'asile, l'Office des Étrangers ne pouvait ignorer qu'il invoque un risque pour sa vie en cas de retour en Tunisie, et par conséquent une violation de son droit garanti par l'article 3 de la Convention Européenne de Sauvegarde des Droits de l'Homme. Qu'il n'est en effet pas expliqué pourquoi le risque de violation de l'article 3 de la Convention Européenne de Sauvegarde des Droits de l'Homme n'est pas appréhendé dans le cadre de sa demande de régularisation. Que la Partie Défenderesse n'explique pas pourquoi les motifs de sa procédure sont tout simplement écartés, alors que ceux-ci constituent indubitablement une raison exceptionnelle, empêchant le retour du Requérant au pays. Qu'il s'agit manifestement là d'un défaut de motivation qui doit être sanctionné par la nullité des deux décisions attaquées. »

Elle rappelle qu'« à l'appui de sa demande, le Requérant a invoqué, au titre de circonstances exceptionnelles, son intégration et son ancrage local. Qu'étant présent depuis plus de trois ans sur le sol belge, il s'est intégré au mieux à la société belge. Qu'il a tout fait pour se former, travailler, faire des connaissances. Que celui-ci parle le français et a également déposé divers témoignages de soutien démontrant son intégration. Qu'à ce sujet, le Conseil a pourtant fait observer qu'à l'occasion de sa demande d'autorisation de séjour, le Requérant a effectivement fait valoir, à tout le moins, qu'il séjourne en Belgique depuis janvier 2018, qu'il parle couramment le français, qu'il s'est parfaitement intégré aux us et coutumes du peuple belge, qu'il s'est fait des amis. Qu'à cet égard, la décision attaquée comporte le motif suivant : « [...] Il convient toutefois de souligner qu'on ne voit raisonnablement pas en quoi ces éléments justifieraient une régularisation : en effet, une bonne intégration dans la société belge et un long séjour sont des éléments qui peuvent, mais ne doivent pas, entraîner l'octroi d'une autorisation de séjour » (C.E., 14 juillet 2004, n°133.915). Que dès lors, ces éléments ne peuvent constituer un motif suffisant pour justifier une régularisation de séjour dans le chef de l'intéressé. Que force est toutefois de constater que cette motivation ne peut être considérée comme suffisante, dès lors qu'elle ne permet nullement de comprendre la raison pour laquelle, dans le cas d'espèce, la Partie Défenderesse estime que, à tout le moins, la durée du séjour du Requérant et son intégration ne sont pas de nature à lui permettre d'obtenir une autorisation de séjour. « Que l'absence d'exigence de l'explication des motifs de la décision attaquée ne saurait être invoquée à cet égard, dans la mesure où le motif susmentionné ne semble être qu'une position de principe de la Partie Défenderesse, déduite d'un arrêt du Conseil d'État, et non de l'appréciation de la situation invoquée par le Requérant dans sa demande, tandis qu'en l'occurrence, l'examen des pièces versées au dossier administratif ne permet pas, par ailleurs d'invalider ce constat » (C.C.E., 20 mars 2013, n°99.287, R.D.E., 2013, liv. 172, p. 116). « Que le Requérant a revendiqué son intégration dans le Royaume. Il s'agit d'un élément tendant à prouver tout au plus la volonté de l'intéressé de séjour sur le territoire belge, mais non une impossibilité ou une difficulté quelconque de rentrer dans son pays d'origine afin d'y accomplir les formalités requises en vue de l'obtention d'une autorisation de séjour » (C.C.E., arrêt n°161.213 du 02 février 2016 ; C.C.E., arrêt n°159.783 du 13 janvier 2016 ; C.C.E., arrêt n°158.892 du 15 décembre 2015). »

Elle ajoute que « la Partie Défenderesse a encore noté que le Requérant ne pouvait invoquer un quelconque bénéfice d'une situation qui s'est constituée de façon irrégulière (C.C.E., arrêt n°12.169 du 30 mai 2008 ; C.C.E., n°19.681 du 28 novembre 2008 ; C.C.E., 21.130 du 30 décembre 2008 ; arrêt 156.718, 19 novembre 2015). Que s'agissant des éléments susmentionnés, invoqués à l'appui de la demande, l'administration a considéré qu'il ne pouvait s'agir de circonstances exceptionnelles sur la seule base de l'illégalité du séjour de la Partie Requérante, et sans autre considération qu'il lui revient de se conformer à la législation en vigueur en matière d'accès, de séjour et d'établissement sur le territoire belge, à savoir lever les autorisations requises auprès des autorités diplomatiques compétentes pour le lieu de résidence. Qu'il « résulte des développements qui précèdent que l'autorité a méconnu la notion de circonstance exceptionnelle sise à l'article 9 bis de la loi du 15 décembre 1980, et dès lors la portée de celui-ci, en fondant son appréciation sur

la seule base de l'illégalité du séjour du Requérant, ainsi que sur le fait d'avoir méconnu son obligation de motivation formelle. » (C.C.E., 16 janvier 2014, n°116.944). »

Elle estime que « le retour du Requérant dans son pays d'origine, la TUNISIE, même temporairement, mettrait à mal l'ensemble des éléments d'attaches et d'intégration réalisés en Belgique. Qui plus est, rien n'indique qu'en cas de retour en Tunisie, il se fera impétrer un visa de retour, ce qui risque de compromettre les relations qu'il a tissées dans le pays d'accueil. Que de surcroît, le Requérant a invoqué également, au titre de circonstances exceptionnelles, l'article 8 de la Convention Européenne de Sauvegarde des Droits de l'Homme, concernant le respect de son droit à la vie privée et familiale. Que l'obliger à retourner dans son pays d'origine pour y lever une autorisation de séjour serait disproportionné au vu de son intégration, de sa vie privée et familiale et de son travail. Que la décision rejette par principe la vie privée et familiale au titre de circonstance exceptionnelles. Que la Cour Européenne des Droits de l'Homme admet que la protection de la vie privée doit également être garantie et que, même si aucune définition exhaustive ne peut en être donnée, le respect de la vie privée doit aussi englober, dans une certaine mesure, le droit pour l'individu de nouer et de développer des relations avec ses semblables, y compris dans le domaine professionnel et commercial (Arrêt Niemietz C. Allemagne du 16 décembre 1992). Que le Requérant est arrivé en Belgique en janvier 2018 et qu'il y a développé une vie sociale et affective (arrêt n°67.197, du 23 septembre 2011 - Ademov), ainsi qu'il ressort des nombreuses pièces jointes à la demande de séjour dont la Partie Adverse est saisie (C.C.E., n°26.878, du 30 avril 2009). Que manifestement, la décision perd de vue que l'article 8 de la Convention Européenne de Sauvegarde des Droits de l'Homme vise tant la vie familiale que la vie privée, notion qui intègre le fait d'avoir un emploi ainsi que l'ancrage local durables invoqués par l'intéressé (arrêt n°67.197, du 23 septembre 2011 - Amraoui). Que nonobstant, le Requérant a invoqué son intégration professionnelle, qu'il a commencé à se former et travailler depuis plus de deux ans, qu'il a demandé à suivre une formation dans la scrl [B.], spécialisée en tuyauterie, chauffage et sanitaire, qui lui permet de travailler dans un métier en pénurie. Que l'entreprise étant contente de ses services, qu'elle a décidé de conclure un contrat de travail ouvrier avec lui le 17 mai 2021. Qu'en cas de départ en Tunisie, que le Requérant soutient qu'il perdrait le fruit de tout son travail depuis qu'il est en Belgique. Que celui-ci a déposé son contrat de formation insertion, ses fiches de paie, la liste des métiers en pénurie, ... Que toutefois, cet élément ne constitue pas aux yeux de la Partie Défenderesse une circonstance exceptionnelle au sens de l'article 9 bis de la loi du 15 décembre 1980 sur les Étrangers, car elle ne voit pas en quoi il empêcherait la réalisation d'un ou plusieurs déplacement(s) temporaire(s) à l'étranger en vue d'y lever l'autorisation requise. Qu'en l'espèce, il n'apparaît pas des motifs de la décision entreprise que la Partie Défenderesse ait pris en considération dans son principe ni de façon proportionnelle l'atteinte qu'elle portait à la vie privée du Requérant, et on perçoit mal en quoi la sécurité nationale, la sûreté publique, le bien-être économique du pays, la défense de l'ordre et la prévention des infractions pénales, la protection de la santé ou de la morale, ou la protection des droits et libertés d'autrui seraient compromis par la présence en Belgique du Requérant, qui y travaille paisiblement depuis deux ans, outre que l'existence du droit à une vie privée n'est pas contestée».

Elle expose que « par ailleurs, la Partie Défenderesse rappelle que le Requérant ne dispose plus à l'heure actuelle d'un droit pour exercer une activité professionnelle en Belgique sous le couvert d'une autorisation ad hoc, carte professionnelle ou autorisation de travail à durée illimitée. Que l'intéressé a été autorisé à exercer une activité professionnelle uniquement dans le cadre de sa demande de protection internationale. Qu'or, celle-ci est clôturée depuis le 26 avril 2022, date de la décision négative du Conseil du Contentieux des Étrangers. Qu'elle a également rappelé que le Conseil du Contentieux des Étrangers a jugé que « l'existence de relations professionnelles dans le chef d'un demandeur ne constitue pas en soi une circonstance exceptionnelle » (C.E., arrêt n°157.962 du 26 avril 2006). Qu'en se bornant à affirmer que l'intégration professionnelle du Requérant ne peut pas constituer une circonstance exceptionnelle au sens de l'article 9 bis, la Partie Défenderesse méconnaît la ratio legis de la disposition, et donc l'article 9 bis lui-même. Que le refus de séjour entraîne une conséquence grave sur son contrat de travail en cours, alors que l'autorité a connaissance de ce contrat. Qu'il s'agit en outre d'une faute de motivation de l'acte administratif. Qu'il appartenait à la Partie Adverse d'examiner cet élément pris de l'existence d'une relation professionnelle du Requérant sur le territoire belge à l'aune de l'article 6 du Pacte International relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Qu'il convient dès lors de souligner que, si un effet de « standstill », de « réalisation progressive », est traditionnellement attribué à cet article 6 qui consacre le droit de toute personne au travail et à la formation professionnelle, pareil effet ne signifie pas que cette disposition n'a pas d'effet juridique immédiat. Qu'en effet, l'effet de « standstill » impose aux organes de l'État, parmi d'autres obligations, le devoir de respecter immédiatement le « contenu minimum », le « noyau dur » de droits consacrés par la disposition qui en est dotée (M. Verdussen, « Le droit à un environnement sain dans les Constitutions d'États Européens », *Annuaire International des droits de l'homme*, 2006, vol. 1, pp. 327-350 ; M. Lys, C. Romainville, « Le droit au logement dans la constitution belge », in « Le droit au logement : vers la reconnaissance d'un droit fondamental de l'être humain », Bruxelles, Nemesis, Bruxelles, Bruylant, 2009, pp. 21 à 53). Que partant, en privant purement et simplement le Requérant de son droit au travail ou, du moins, en n'analysant pas un seul instant la gravité de l'atteinte qui pourrait être portée à ce droit, la Partie Défenderesse a incontestablement méconnu l'article 6 du Pacte International relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. « Que ce faisant, la Partie Défenderesse s'est également rendue coupable d'une

violation des articles 1 à 3 de la loi du 29 juillet 1991, en n'ayant pas répondu aux arguments essentiels des Requérants, pris de la violation du droit à l'éducation de leur enfant, et du principe général de motivation matérielle des actes administratifs, les éléments invoqués par elle ne pouvant être considérés comme pertinents ni admissibles en droit. Que la Partie Défenderesse ne pouvait donc ignorer ces éléments et a par conséquent commis une erreur d'appréciation. » Que si le Requérant devait retourner dans son pays d'origine, la Tunisie, il perdra le bénéfice de sa formation et de son travail en Belgique. Que l'intéressé estime qu'en cas de départ de la Belgique, il ne pourra plus bénéficier des avantages sociaux qui s'attachent à son contrat de travail. Que l'ensemble des éléments invoqués pour démontrer l'intégration sociale et professionnelle n'interviennent pas au titre de la recevabilité (C.C.E., 7 avril 2015, n°142.805 ; C.C.E., 31 janvier 2014, n°118.129 ; C.C.E., 14 octobre 2013, n°111.840). Qu'il résulte de l'ensemble des jurisprudences que le critère principal, même s'il n'est pas exprimé dans les textes, qui permet de justifier des circonstances exceptionnelles pour l'introduction d'une demande de séjour depuis le territoire belge est le fait que ces circonstances « rendent impossible ou particulièrement difficile le retour de l'étranger dans son pays d'origine, en l'occurrence en TUNISIE » (C.E., 30 avril 2015, n°144.470 ; C.C.E., 30 avril 2015, n°144.695). Que, fort de ce qui précède, l'administration a méconnu la notion de circonstance exceptionnelle sise à l'article 9 bis de la loi du 15 décembre 1980 sur les Étrangers, et dès lors la portée de celui-ci, en fondant son appréciation sur la seule base de l'illégalité du séjour de la Partie Requérante, ainsi que méconnu son obligation de motivation formelle (C.C.E., 16 janvier 2014, n°116.944). Que le moyen est sérieux. »

3. Examen du moyen d'annulation.

3.1. Si le dossier administratif comporte une note de synthèse reprenant les éléments invoqués par le requérant à l'appui de sa demande d'autorisation de séjour, il convient néanmoins de constater que le dossier administratif ne comporte pas la demande d'autorisation de séjour proprement dite.

Selon l'article 39/59, § 1er, alinéa 1er, de la loi du 15 décembre 1980, « Lorsque la partie défenderesse ne transmet pas le dossier administratif dans le délai fixé, les faits cités par la partie requérante sont réputés prouvés, à moins que ces faits soient manifestement inexacts ». Cette disposition est également applicable lorsque le dossier déposé est incomplet (dans le même sens : C.E., arrêt n° 181.149 du 17 mars 2008).

A l'audience, le Conseil a fait observer aux parties que la demande de séjour introduite sur la base de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 ne figure pas au dossier administratif, et qu'il appréciera s'il y a lieu d'appliquer la sanction prévue à l'article 39/59 de la loi. Les parties n'ont pas formulé d'objection.

Or, en l'espèce, ce constat n'a toutefois pas d'incidence en l'espèce en raison des éléments développés ci-après.

En effet, le Conseil d'Etat a récemment rappelé que « la présomption établie par l'article 39/59, § 1er, alinéa 1er, de la loi concerne seulement la preuve des faits cités par la partie requérante et non l'établissement du bien-fondé du moyen invoqué par la partie requérante. » (C.E., n° 259.149 du 15 mars 2024).

3.2. A titre liminaire, le Conseil rappelle que l'excès de pouvoir n'est pas un fondement d'annulation mais une cause générique d'annulation (article 39/2 de la loi du 15 décembre 1980). Il ne s'agit donc pas d'un moyen au sens de l'article 39/69, § 1er, de cette même loi (dans le même sens : Conseil d'Etat, arrêt n° 144.164 du 4 mai 2005). Le moyen est dès lors irrecevable en ce qu'il est ainsi pris.

Sur le reste du moyen unique, le Conseil rappelle qu'aux termes de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980, la demande d'autorisation de séjour doit être introduite auprès d'un poste diplomatique ou consulaire belge dans le pays d'origine ou dans le pays où l'étranger est autorisé au séjour, sauf si des circonstances exceptionnelles font obstacle à cette procédure.

Ces circonstances exceptionnelles, qui ne sont pas définies légalement, ne sont pas des circonstances de force majeure. Partant, il appartient à l'autorité d'apprécier, dans chaque cas d'espèce, le caractère exceptionnel des circonstances alléguées par l'étranger, étant entendu que l'examen de la demande sous deux aspects, celui de la recevabilité et celui du fond, n'exclut nullement qu'un même fait soit à la fois une circonstance exceptionnelle permettant l'introduction de la demande en Belgique et un motif justifiant l'octroi de l'autorisation de séjour.

Le Conseil souligne que si le Ministre ou son délégué, dans l'examen des circonstances exceptionnelles, dispose d'un très large pouvoir d'appréciation auquel le Conseil ne peut se substituer, il n'en est pas moins tenu de motiver sa décision et de la justifier en tenant compte de tous les éléments propres au cas qui lui est soumis. Cette obligation de motivation formelle à laquelle est tenue l'autorité administrative doit permettre au

destinataire de la décision de connaître les raisons sur lesquelles se fonde celle-ci, sans que l'autorité ne soit toutefois tenue d'explicitier les motifs de ces motifs. Il suffit, par conséquent, que la décision fasse apparaître de façon claire et non équivoque le raisonnement de son auteur afin de permettre au destinataire de la décision de comprendre les justifications de celle-ci et, le cas échéant, de pouvoir les contester dans le cadre d'un recours et, à la juridiction compétente, d'exercer son contrôle à ce sujet.

En l'espèce, il ressort de l'acte attaqué que la partie défenderesse a pris en considération les éléments invoqués par la partie requérante, dans sa demande d'autorisation de séjour, et a exposé les raisons pour lesquelles elle a considéré, dans l'exercice de son pouvoir discrétionnaire, que ceux-ci ne pouvaient suffire à justifier l'existence de circonstances exceptionnelles dans son chef. Il en est notamment ainsi de la procédure d'asile du requérant, de son intégration et de son ancrage local, de l'article 8 de la CEDH, son intégration professionnelle, le fait que le requérant ne constitue pas une charge pour le système social, et la situation humanitaire urgente invoquée.

Pour chacun de ces éléments, la partie défenderesse a expliqué, de manière claire et circonstanciée, pourquoi elle estime que ces éléments ne constituent pas des circonstances exceptionnelles au sens de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980, c'est-à-dire des circonstances qui rendent impossible ou particulièrement difficile le retour dans le pays d'origine pour y lever l'autorisation de séjour par la voie normale. Elle expose dès lors de manière suffisante et adéquate pourquoi la partie défenderesse ne fait pas usage de son pouvoir discrétionnaire pour autoriser le requérant à introduire sa demande d'autorisation de séjour sur le territoire belge. Cette motivation n'est pas utilement contestée par la partie requérante qui reste en défaut de démontrer que la partie défenderesse a commis une erreur manifeste d'appréciation en concluant à l'absence de circonstances exceptionnelles.

S'agissant de la procédure d'asile du requérant, force est de constater qu'il est de jurisprudence constante que c'est au jour où l'autorité administrative statue qu'elle se prononce sur l'existence ou non de circonstances exceptionnelles, de sorte que celle-ci est inopérante. En effet, il n'est pas contesté qu'au jour de la prise de la décision entreprise, la procédure d'asile de la partie requérante était clôturée.

Le requérant se borne à faire valoir qu'« au vu des informations développées par le Requêteur dans sa demande d'asile, l'Office des Étrangers ne pouvait ignorer qu'il invoque un risque pour sa vie en cas de retour en Tunisie, et par conséquent une violation de son droit garanti par l'article 3 de la Convention Européenne de Sauvegarde des Droits de l'Homme. Qu'il n'est en effet pas expliqué pourquoi le risque de violation de l'article 3 de la Convention Européenne de Sauvegarde des Droits de l'Homme n'est pas appréhendé dans le cadre de sa demande de régularisation. Que la Partie Défenderesse n'explique pas pourquoi les motifs de sa procédure sont tout simplement écartés, alors que ceux-ci constituent indubitablement une raison exceptionnelle, empêchant le retour du Requêteur au pays. Qu'il s'agit manifestement là d'un défaut de motivation qui doit être sanctionné par la nullité des deux décisions attaquées. (le Conseil souligne) » Le Conseil n'aperçoit pas en quoi la partie défenderesse « ne pouvait ignorer » que le requérant invoquait une violation de l'article 3 de la CEDH « au vu des informations développées par le Requêteur dans sa demande d'asile ». Il n'appartient pas à la partie défenderesse de déduire une violation invoquée de l'article 3 de la CEDH d'une procédure d'asile précédente. Rappelons encore que la demande de protection internationale du requérant s'est clôturée négativement, ce qu'il ne conteste pas. La partie défenderesse dès lors a pu considérer que l'introduction d'une telle demande basée sur les mêmes faits que ceux invoqués dans la demande d'asile ne constituait pas une circonstance exceptionnelle justifiant que la demande d'autorisation de séjour soit introduite en Belgique plutôt qu'auprès du poste diplomatique compétent. Soulignons que le requérant n'allègue pas, dans son recours, avoir produits d'autres éléments à l'appui de sa demande d'autorisation de séjour mais, au contraire, s'en réfère aux informations développées dans sa demande d'asile.

Dans son recours, la partie requérante insiste sur la longueur du séjour du requérant en Belgique, son intégration et son ancrage sur le territoire belge. Il convient de relever que, ce faisant, elle tente en réalité de solliciter du Conseil qu'il substitue son appréciation à celle de la partie défenderesse, démarche qui ne rentre pas dans le cadre du contrôle de légalité auquel il est astreint au contentieux de l'annulation. Il ressort de la motivation de l'acte attaqué que la partie défenderesse a bien pris en considération ces éléments invoqués par le requérant dans sa demande d'autorisation de séjour et a valablement expliqué pour quelle raison ces éléments ne constituent pas des circonstances exceptionnelles, relevant notamment que « l'intégration n'empêche pas la réalisation d'un ou plusieurs départs temporaires à l'étranger pour obtenir l'autorisation de séjour. »

Le Conseil rappelle que bien que l'illégalité du séjour ne constitue pas en soi un obstacle à l'introduction d'une demande de séjour sur la base de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980, rien n'empêche la partie défenderesse de faire le constat, du reste établi en fait, que le requérant s'est mis lui-même dans une telle situation en sorte qu'il est à l'origine du préjudice qu'il invoque en cas d'éloignement du territoire, pour autant toutefois qu'elle réponde par ailleurs, de façon adéquate et suffisante, aux principaux éléments soulevés dans la demande d'autorisation de séjour (CCE, arrêt n°134 749 du 09.12.2014), ce qui est le cas en

l'espèce. La partie défenderesse a pu valablement constater que « l'intéressé ne peut invoquer un quelconque bénéfice d'une situation qui s'est constituée de façon irrégulière » dès lors qu'elle ne s'est nullement fondée uniquement sur le caractère précaire du séjour du requérant pour considérer que les éléments invoqués dans sa demande d'autorisation de séjour ne constituent pas des circonstances exceptionnelles.

S'agissant de l'article 8 de la CEDH, il y a lieu de rappeler que « le droit au respect à la vie privée et familiale consacré par l'article 8, alinéa 1er, de la CEDH peut être expressément circonscrit par les Etats contractants dans les limites fixées par l'alinéa 2 du même article. La loi du 15 décembre 1980 est une loi de police qui correspond aux prévisions de cet alinéa. Il s'ensuit que l'application de cette loi n'emporte pas en soi une violation de l'article 8 de la CEDH. Cette disposition autorise donc notamment les Etats qui ont signé et approuvé la Convention à soumettre la reconnaissance du droit à la vie privée et familiale à des formalités de police. Le principe demeure en effet que les Etats conservent le droit de contrôler l'entrée, le séjour et l'éloignement des non nationaux et que les Etats sont ainsi habilités à fixer des conditions à cet effet. L'article 8 de la CEDH ne s'oppose pas à ce que les Etats fixent des conditions pour l'entrée des étrangers sur leur territoire. L'exigence imposée par l'article 9, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980 d'introduire en principe la demande auprès du poste diplomatique belge dans le pays d'origine, constitue une ingérence proportionnée dans la vie familiale de l'étranger puisqu'elle ne lui impose qu'une formalité nécessitant une séparation temporaire de son milieu belge tout en réservant la décision sur le fondement même de la demande d'être autorisé au séjour de plus de trois mois. Par ailleurs, en ce qui concerne la proportionnalité, si rigoureuses que puissent paraître les conséquences d'une séparation prématurée pour celui qui aspire à un séjour, elles ne sauraient être jugées disproportionnées au but poursuivi par le législateur lorsque la personne intéressée a tissé ses relations en situation irrégulière, de telle sorte qu'elle ne pouvait ignorer la précarité qui en découlait » (C.E., arrêt n° 161.567 du 31 juillet 2006 ; dans le même sens : C.C.E., arrêt n° 12.168 du 30 mai 2008).

La Cour constitutionnelle (alors Cour d'arbitrage) a également considéré, dans son arrêt n° 46/2006 du 22 mars 2006, qu'« En imposant à un étranger non C.E. dont le visa est périmé et qui a épousé un ressortissant non C.E. admis à séjourner en Belgique de retourner dans son pays d'origine pour demander l'autorisation requise, les dispositions en cause ne portent pas une atteinte disproportionnée au droit au respect de la vie familiale de cet étranger et ne constituent pas davantage une ingérence qui ne peut se justifier pour les motifs d'intérêt général retenus par l'article 8.2 de la Convention européenne des droits de l'homme. En effet, une telle ingérence dans la vie privée et familiale est prévue par la loi et ne peut entraîner qu'un éventuel éloignement temporaire qui n'implique pas de rupture des liens unissant les intéressés en vue d'obtenir l'autorisation requise » (considérant B.13.3).

Ces jurisprudences sont totalement applicables dans le cas d'espèce, dès lors que l'exigence imposée par l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 d'introduire en principe la demande d'autorisation de séjour auprès du poste diplomatique ou consulaire belge dans le pays de résidence ou dans le pays où l'étranger est autorisé au séjour, n'impose au requérant qu'une formalité nécessitant une séparation temporaire de son milieu belge tout en réservant la décision sur le fondement même de la demande d'être autorisé au séjour de plus de trois mois.

En l'espèce, il ressort de l'acte attaqué que les éléments de vie privée invoqués par le requérant dans sa demande d'autorisation de séjour, soit en l'espèce « son intégration » et « ses liens sociaux en Belgique » ont bien été pris en considération par la partie défenderesse, qui leur a, à bon droit, dénié un caractère exceptionnel. En effet, la décision contestée n'implique pas une rupture des liens du requérant avec ses attaches en Belgique, mais lui impose seulement une séparation d'une durée limitée en vue de régulariser sa situation.

Dans son recours, la partie requérante rappelle ses attaches et son intégration en Belgique. Ce faisant, la partie requérante, qui se borne à des propos vagues et non circonstanciés, reste en défaut d'établir *in concreto*, le caractère déraisonnable ou disproportionné de l'ingérence ainsi occasionnée et de démontrer que la motivation de la partie défenderesse serait entachée d'une erreur manifeste d'appréciation ou serait stéréotypée.

La partie requérante rappelle que son intégration professionnelle et relève que la vie privée intègre le fait d'avoir un emploi. A cet égard, la partie défenderesse a pu valablement relever que « l'intéressé ne dispose plus à l'heure actuelle d'un droit pour exercer une activité professionnelle en Belgique sous le couvert d'une autorisation ad hoc (carte professionnelle ou autorisation de travail à durée illimitée). » et a exposé, dans la décision attaquée, les raisons pour lesquelles elle a estimé que ces éléments ne sont pas constitutifs d'une circonstance exceptionnelle rendant impossible ou particulièrement difficile un retour du requérant dans son pays d'origine. Le Conseil ne peut qu'observer que la partie requérante ne remet pas en cause que le requérant n'est pas titulaire d'une autorisation de travail et il n'est pas davantage contesté qu'en vertu des lois et règlements en vigueur, l'octroi d'une autorisation est indispensable pour pouvoir exercer une activité

professionnelle. Par ailleurs, outre le fait que le requérant n'est pas en situation de travailler légalement en Belgique, il n'est pas contesté que le travail passé du requérant et la volonté de travailler ne constituent en tout état de cause pas un empêchement à un retour temporaire dans le pays d'origine.

Dans ces conditions et au vu de la jurisprudence rappelée *supra*, on ne voit pas en quoi l'acte attaqué emporterait une violation de l'article 8 de la CEDH.

Relevons en outre qu'en ce que la partie requérante soutient qu'« en se bornant à affirmer que l'intégration professionnelle du requérant ne peut pas constituer une circonstance exceptionnelle au sens de l'article 9 bis, la partie défenderesse méconnaît la ratio legis de la disposition et donc l'article 9 bis lui-même », cette argumentation, non autrement étayée, ne saurait être suivie au vu des considérations *supra* : il ressort de la motivation de l'acte attaqué que la partie défenderesse a expliqué les raisons pour lesquelles elle estimait qu'en l'espèce l'intégration professionnelle du requérant, alléguée, n'était pas constitutive d'une circonstance exceptionnelle, motivation dont la partie requérante n'établit pas qu'elle est entachée d'une erreur manifeste d'appréciation.

Le Conseil rappelle également que les contestations portant sur des décisions prises en exécution de la loi du 15 décembre 1980 ne se rapportent pas aux droits économiques et sociaux. Elles n'entrent dès lors pas dans le champ d'application de l'article 6 du Pacte international du 19 décembre 1966 relatif à ces droits. Ce moyen n'est pas recevable. (Voir en ce sens C.E. n°101.654 du 07/12/2001).

S'agissant du fait que « rien n'indique qu'en cas de retour en Tunisie il se fera impétrer un visa de retour », il convient de constater que cette argumentation péremptoire et n'est pas autrement étayée de sorte qu'elle ne saurait être suivie. Rien ne permet de préjuger du sort que la partie défenderesse réservera aux demandes ultérieures du requérant.

S'agissant de la violation du droit d'être entendu et du principe *audi alteram partem*, le Conseil estime que la partie requérante a eu l'occasion de présenter, par écrit, tous les éléments nécessaires à l'appréciation de la recevabilité de sa demande d'autorisation de séjour et que la partie défenderesse s'est fondée sur ces mêmes éléments, dont elle ne peut nier avoir connaissance dès lors qu'elle les a déposés elle-même, pour la déclarer irrecevable. Le moyen n'est donc pas fondé sur ce point. En tout état de cause, la partie requérante n'explique pas en quoi ces droits auraient été violés en l'espèce de sorte que le moyen est irrecevable.

Au vu de ce qui précède, et des faits cités par la partie requérante, le Conseil observe que la circonstance que le dossier administratif soit incomplet ne permet pas d'énervier la conclusion que le moyen n'est pas fondé.

4. Le moyen n'est pas fondé.

5. Débats succincts.

5.1. Le recours en annulation ne nécessitant que des débats succincts, il est fait application de l'article 36 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

5.2. Le Conseil étant en mesure de se prononcer directement sur le recours en annulation, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

6. Dépens.

Au vu de ce qui précède, il convient de mettre les dépens du recours à la charge de la partie requérante.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1.

La requête en suspension et en annulation est rejetée.

Article 2.

Les dépens, liquidés à la somme de cent quatre-vingt-six euros, sont mis à la charge du requérant.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-cinq avril deux mille vingt-cinq par :

M. BUISSERET, présidente f.f., juge au contentieux des étrangers,

A. D. NYEMECK COLIGNON, greffier.

Le greffier,

La présidente,

A. D. NYEMECK COLIGNON

M. BUISSERET